

CONTRIBUTION DU GPMSE TELESURVEILLANCE A LA CONSULTATION PUBLIQUE SUR L'EVOLUTION DU PLAN DE LA NUMEROTATION RELATIVE AUX SVA - Juil.-Oct. 2011

Le GPMSE Télésurveillance répond à ce questionnaire au nom de ses adhérents représentant les principaux acteurs du marché de la télésurveillance (Particuliers, PME/PMI, Industrie, Commerce, Banques,...).

Les sociétés de télésurveillance ont été utilisatrices des numéros 08 XX XX XX XX dès leur mise en exploitation par les opérateurs.

La capacité de ces tranches de numéros à apporter plus de solutions en termes de continuité de services a tout naturellement conduit les télésurveilleurs à utiliser, dans les dialogues Machine to Machine, ces numéros dans leurs approches de service et leurs modèles économiques.

La spécificité des appels Machine to Machine de la télésurveillance relève du fait que les appels sont considérés comme courts, d'une durée moyenne de 15-20 secondes.

Question n° 1.

Que pensez-vous des facteurs clés de succès d'une réforme du système des numéros courts et des numéros longs commençant par 08 ? Quelles sont, en particulier, vos attentes en matière de prévisibilité des impacts des évolutions ?

Le GPMSE entend se positionner comme une réponse de la profession des métiers de la télésurveillance.

Nous suivons maintenant depuis plusieurs années l'évolution du marché des N° 08 et répondons directement ou avec des partenaires à toutes les consultations de l'ARCEP.

La démarche de concertation des différents acteurs du marché est certainement un gage de réussite à terme. Une meilleure transparence et lisibilité sur le coût réel des appels réalisés par des Numéros 08 ne peut-être que bénéfique au consommateur.

Nous ne sommes, par contre, pas certains que cela freinera ou arrêtera la baisse régulière de l'utilisation de ces numéros. L'évolution rapide des technologies nous apparaît comme un facteur déterminant sur ce que sera leur utilisation dans le futur.

Nos attentes :

Nous souhaitons des contrôles plus rigoureux sur l'application de la loi ainsi que sur les fraudes qui donnent une très mauvaise image des N° 08

Nous souhaitons ne pas fondamentalement remettre en cause les modèles économiques utilisés depuis l'origine des N° SVA et tels qu'ils sont existants à ce jour.

Les N° SVA utilisés peuvent-être soit

- En tant que centre d'appels (n'entrant pas dans le cadre des lois Châtel – LME)

- Mais surtout pour la transmission d'événements entre deux équipements électroniques distants (MtoM)

Les principales tranches de numéros utilisées par les télésurveilleurs sont les tranches 081x, 082x.

L'évolution des coûts des communications pour l'abonné ne doit pas changer pour éviter de modifier le coût global de la télésurveillance pour l'abonné → Abonnement + coût des communications, et ainsi ne pas déséquilibrer le coût du service.

Il nous apparaît important de noter les contraintes de notre profession en regard des obligations de continuité de service (traitement en – de 3 minutes).

L'utilisation des numéros 08 de par leur facilité de mise en œuvre, d'utilisation et de contrôle permet à la profession de répondre à ces contraintes.

Question n° 2.

Que pensez-vous de l'intérêt d'homogénéiser la structure tarifaire entre les différentes boucles locales au regard de l'objectif d'amélioration de la lisibilité et de la transparence ?

On ne peut que valider cet objectif pour plus de transparence et de lisibilité pour les consommateurs

Question n° 3.

Comment jugez-vous l'intérêt d'aligner la facturation de la composante « C » sur celle d'un tarif perçu comme « normal » par les utilisateurs ?

Nous validons les principes retenus comme un tarif perçu comme normal

- Coût des communications de type n° géographique et non géographique
- Inclus dans les forfaits fixes et mobiles
- Quel que soit l'opérateur

L'intérêt rejoint la transparence et lisibilité précitées.

Question n° 4.

Estimez-vous que les précisions ci-dessus qualifient explicitement comme normale la facturation de la composante « C » ?

Nous pensons que la prise en compte du rapport CGTI ainsi que les précisions données (4 paragraphes) définissent clairement la composante « C ».

Question n° 5.

Quels avantages et inconvénients identifiez-vous pour la mise en place du modèle « C+S » ? En particulier, quelles sont vos estimations d'impacts économiques pour les acteurs du marché ?

Avantages

Meilleure transparence et lisibilité pour les offres au forfait et illimitées

Inconvénients

Pour les offres au compteur l'augmentation de la partie C telle que proposée nous semble importante.

Une attention particulière doit être faite pour conserver une cohérence entre le coût d'un appel aujourd'hui suivant le n° 08 utilisé et la partie C+S telle qu'elle pourrait-être définie demain afin qu'il n'y ait pas d'incidence notable pour le client final

Question n° 6.

Que pensez de la mise en place du modèle « P » sur le marché de détail et sur le marché de gros ? Comment évaluez-vous ses impacts économiques sur les acteurs de la chaîne de valeur ? Quelle est votre analyse de l'incertitude économique en résultant ?

Nous laissons les opérateurs répondre à cette question.

Ce modèle présentant pour eux des risques économiques importants et difficilement prévisibles ou modélisables

Question n° 7.

Que pensez-vous de l'analyse précédente concernant la meilleure prévisibilité des impacts du modèle « C+S » par rapport au modèle « P » ?

Le modèle C+S nous apparaît plus clair pour le consommateur

Question n° 8.

Existe-t-il, selon vous, d'autres modèles de tarification de détail permettant d'homogénéiser les boucles locales fixes et mobiles ?

Pas d'avis.

Question n° 9.

Quel scénario de mise en place préféreriez-vous ? Quel calendrier vous semblerait le plus adapté ? Merci d'expliquer les raisons motivant vos réponses.

Transition échelonnée :

Nous sommes contre ce scénario pouvant créer un déséquilibre concurrentiel sur le marché entre les différents acteurs du même secteur d'activité mais n'utilisant pas les mêmes tranches de n° 08.

Bascule simultanée :

Nous sommes plutôt favorable à cette solution, pour laquelle nous souhaitons attirer l'attention sur la différence des N° utilisés pour les centres d'appels d'une part, et ceux utilisés en communication MtoM d'autre part.

Question n° 10.

Que pensez-vous de cette proposition de bascule vers une tarification à la seconde dès la première seconde pour l'ensemble des paliers tarifaires facturés à la durée ?

Nous sommes plutôt favorables à une tarification à la seconde sous réserve de ne pas rompre les modèles économiques mis en œuvre par les sociétés de télésurveillance et donc réévaluer les tarifications à la minute par tranche.

Question n° 11.

Pouvez-vous préciser quels seraient pour vous les impacts économiques (en pourcentage) d'une bascule vers une tarification à la seconde dès la première seconde si possible pour chaque palier tarifaire ?

Après analyse des durées des communications tarifées à la seconde comparées aux valeurs des paliers tarifaires actuels, nous estimons l'impact financier sur la partie service de part l'utilisation de N° 08 de l'ordre de 85 à 90% et cela quelque soit le palier tarifaire utilisé.

Question n° 12.

Que pensez-vous de l'abandon des tarifications horaires et mixtes pour simplifier la structure des paliers tarifaires ?

Pour une meilleure transparence et lisibilité, nous y sommes favorables.

Question n° 13.

Quel est pour vous l'intérêt de créer une gamme de paliers à l'acte ? Quels en seraient les inconvénients ou difficultés éventuels ?

Nous sommes favorables à la définition de N° SVA avec une tarification à l'acte qui nous ouvrirait la possibilité de conserver nos modèles actuels (à tarification égale).

Il est indispensable dans ce cas de prévoir la possibilité de conserver les numéros existants utilisés par les télésurveilleurs dans le cadre des communications MtoM en validant avec les opérateurs cette faisabilité.

Il est très important de tenir compte du parc installé (1,2 Millions de connexions) impliquant que toute renumérotation ne peut-être envisagée que sur le long terme.

Pour rappel :

En 1998 lors de la mise en application des tranches de numéros 80x/81x/82x, les professionnels de la télésurveillance ont eu l'obligation de libérer les numéros utilisés en 0801 et 0803. Pour les libérer, nous avons migré ces numéros vers les tranches 081, 082 suivant le choix des télésurveilleurs.

Les contraintes techniques liées à cette obligation de renumérotation des installations de nos clients ont nécessité de renégocier 3 fois un report de délais (1998-2008) avec l'ARCEP, pour nous permettre de réaliser celle-ci presque en totalité.

Question n° 14.

Quelle gamme de paliers à l'acte vous semble-t-elle la mieux appropriée pour répondre aux besoins du marché ?

Il nous semble que l'ensemble des gammes de paliers peuvent-être concernés par une facturation à l'acte et une facturation à la seconde

Question n° 15.

Quelles mesures vous sembleraient-elles appropriées pour limiter les abus possibles introduits par une tarification à l'appel ?

Pour les communications MtoM le risque d'abus nous apparaît très limité.

Pour la partie communication voix il nous semble difficile de définir des mesures techniques, il pourrait être par contre envisagé entre les opérateurs et les prestataires de services un contrat spécifique incluant des engagements déontologiques, ou de qualité de services par exemple.

Question n° 16.

Pouvez-vous remplir le tableau suivant en indiquant la liste des valeurs de paliers qui vous semble souhaitable et pertinente pour la future grille, notamment au regard de l'objectif de lisibilité des tarifs pour les clients ?

Sous réserve de la possibilité d'affectation au numéro des paramètres,

- Durée ou à l'acte
- Tarification (dans la tranche de numéros)

Le tableau 15 page 42 de la consultation nous apparaît comme une base intéressante.

Question n° 17.

Que pensez de ce principe de mise en œuvre au regard de la nécessité de minimiser les impacts relatifs à la migration des services existants ? Avez-vous d'autres scénarios de migration à proposer ? Si oui, merci de les préciser en indiquant, si possible, leurs impacts techniques pour les différents types d'acteurs de la chaîne de valeur.

Tel que proposé, nous considérons que les impacts économique et technique relatif à la migration des n° utilisés dans le cadre de notre activité de télésurveillance seront très importants et **impliquent de fait une renumérotation significative et nécessitant de la durée pour pouvoir la réaliser.**

En conséquence, notre proposition plutôt que de créer de nouveaux paliers spécifiques, est que les opérateurs puissent affecter pour chaque numéro d'une tranche, une tarification à la durée ou une tarification à l'acte (Réponse Q16).

Question n° 18.

Pouvez-vous préciser, dans le tableau suivant, pour chaque palier existant, les correspondances entre valeur actuelle et valeur future qui vous semblent raisonnables et pertinentes ?

Palier 1	actuel : HP 0,078 € / appel +0,028 € / mn	Proposé : 0,0045 €/seconde
	actuel : HC 0,078 € / appel +0,014 € / mn	Proposé : 0,0045 €/seconde
Palier 3	actuel : 0,118 € / mn	Proposé : 0,0060 €/seconde
Palier 4	actuel : 0,15 €/mn	Proposé : 0,0075 €/seconde
Palier 5	actuel : 0,224 € / mn	Proposé : 0,0112 €/seconde

Question n° 19.

Quel calendrier souhaiteriez-vous pour l'évolution de cette grille de paliers tarifaires ? Merci d'indiquer dans quelle mesure cette évolution pourrait être réalisée selon un calendrier indépendant de la mise en place du « C+S » ?

Tant que l'évolution de la grille tarifaire n'a pas d'incidence sur une renumérotation des installations de nos clients, les télésurveilleurs pensent raisonnable un planning de migration sur 3 – 5 ans.

Dans l'éventualité où une renumérotation est inévitable, de par la spécificité de notre métier de télésurveilleur, il nous apparaît nécessaire de se concerter (ARCEP, Opérateurs, Télésurveilleurs) pour définir ensemble un planning réaliste de migration.

Le planning de renumérotation lié à la libération des numéros 801/ 803 utilisés par les télésurveilleurs initialisé en 1998, a dû être réétudié 3 fois pour aboutir en 2008.

S'il y avait renumérotation il faudrait s'appuyer sur cette expérience des télésurveilleurs tout en prenant en compte les réalités technologiques du marché d'aujourd'hui, et l'importance du parc en place de nos jours.

Question n° 20.

Que pensez-vous de la création d'un palier (C banalisé ; S=0) utilisation pour les numéros courts et les numéros longs commençant par 08 au regard des besoins du marché et de la situation actuelle où les prestataires de services peuvent utiliser notamment des numéros longs commençant par 09 pour se conformer aux dispositions de la loi « LME » ?

Nous sommes favorables à la création de ce nouveau palier qui permettra une plus grande transparence et lisibilité pour les consommateurs.

Question n° 21.

Pour les entreprises utilisant des numéros fixes géographiques (01 à 05) ou fixes non géographiques (09), que pensez-vous des avantages et des éventuels inconvénients de ce type de numéro dans le cadre de votre politique de relation clients ? Avez-vous connaissance de pistes d'évolution permettant d'améliorer le service dont vous bénéficiez ? Avez-vous l'intention d'ouvrir un numéro spécial au tarif (C banalisé ; S=0) précité pour votre service client ? Pourquoi ? Si oui, à quelle échéance et selon quelles modalités de transition ?

Oui nous sommes prêts à développer pour les appels (impactés par la LME et la loi Châtel) l'utilisation de ce type de pallier ou S=0 en remplacement des numéros actuels géographiques ou non afin d'avoir une plus grande souplesse d'utilisation (mais ne concerne pas les n° utilisés pour le MtoM).

Cependant, avant de définir le volume ainsi que le délai de mise en œuvre de ces numéros, nous attendons de la part des opérateurs d'en connaître les conditions d'accès et d'utilisation.

Question n° 22.

Que pensez-vous d'étendre la gratuité au départ de l'ensemble des boucles locales mobiles pour le palier tarifaire libre-appel dont la gratuité est actuellement restreinte au départ des seules boucles locales fixes ? Selon vous, quel serait le coût maximum qu'un prestataire de services serait prêt à payer pour envisager positivement l'utilisation de numéros gratuits depuis tous les réseaux pour une partie de son offre ?

Plutôt favorables.

Cependant, nous considérons que notre activité est peu impactée.

Question n° 23.

Que pensez-vous de la subdivision de la tranche 080 proposée ?

Favorables.

Question n° 24.

Quels seraient les scénarios de migration envisagés à la suite de cette évolution de l'organisation de la tranche 080 ? Pouvez-vous préciser leurs contraintes et notamment les délais de mise en œuvre nécessaires ?

Pas d'avis, peu ou pas impactés.

Question n° 25.

Quel scénario préconiserez-vous pour faire évoluer l'encadrement tarifaire des tranches 30PQ et 31PQ ?

Pas concernés.

Question n° 26.

Que pensez-vous de la fonctionnalité tarification au numéro au regard des besoins des prestataires de services ?

INDISPENSABLE de par nos métiers pour prendre en compte le parc existant de nos clients.

Ce principe permettrait de conserver nos modes de fonctionnement (économique et technique) sans envisager de renumérotation à terme

Tarification par numéro :

Tarif de détail

A la seconde ou à l'acte

Nous sommes cependant ouverts à la création de nouvelles tranches pour nos nouveaux clients.

Question n° 27.

Comment percevez-vous la fonctionnalité de tarification au numéro en termes de lisibilité pour les clients de ces services ? Serait-il nécessaire de renforcer les dispositifs d'information tarifaire existants ? Si oui, de quelle manière ?

Annnonce tarifaire pour les appels de type centre d'appels (Existant, mais à adapter suivant la tarification).

Contractualisation pour les appels des installations d'alarmes vers les centres de télésurveillance (Conditions Générales de Vente).

Question n° 28.

Si vous deviez envisager une mise en œuvre de la tarification au numéro, quelles solutions techniques proposeriez-vous ? Quel serait l'ordre de grandeur des investissements nécessaires pour un opérateur de boucle locale et un opérateur de collecte ? Quel délai serait nécessaire pour sa mise en place ?

Réponse attendue des opérateurs.

Nous sommes fortement demandeurs de cette solution.

Question n° 29.

Que pensez-vous de la fonctionnalité de modulation tarifaire en cours d'appel au regard des besoins des prestataires de services ?

Nous ne sommes que peu concernés par cette modulation tarifaire plutôt orientée centre d'appels, cependant elle nous paraît peu lisible pour le consommateur et difficile à mettre en œuvre.

Question n° 30.

Si vous deviez envisager une mise en œuvre de la modulation tarifaire en cours d'appel, quelles solutions techniques proposeriez-vous ? Quel serait l'ordre de grandeur des investissements nécessaires pour un opérateur de boucle locale et un opérateur de collecte ? Quel délai serait nécessaire pour sa mise en place ?

Pas concernés.

Question n° 31.

Comment percevez-vous la fonctionnalité de modulation tarifaire en cours d'appel en termes de lisibilité pour les clients de ces services ? Serait-il nécessaire de renforcer les dispositifs d'information tarifaire existants ? Si oui, de quelle manière ?

Pas concernés.

Question n° 32.

Quelles mesures vous sembleraient-elles appropriées pour limiter les abus possibles introduits par une modulation tarifaire en cours d'appel ?

Pas concernés.

Question n° 33.

Que pensez-vous d'un mécanisme permettant d'attendre la transmission d'un « ordre technique » par le prestataire de service à l'opérateur de boucle locale et d'une confirmation de l'appelant pour démarrer la facturation de la composante « service » au regard des besoins du marché et de la faisabilité technique ?

Cette solution nous semble simple dans son principe pour l'appelant. A qualifier les difficultés techniques de mise en œuvre qui nous semble difficilement réalisable.

Question n° 34.

Que pensez-vous d'un mécanisme permettant de démarrer et d'interrompre la facturation de la composante « service » en fonction d'événements transmis par le prestataire de services au regard des besoins du marché et de la faisabilité technique ?

Cela devient de plus en plus compliqué.

Le risque majeur est la perte de lisibilité pour l'appelant dans le temps.

De plus, ce principe nous apparaît complexe à mettre en œuvre par le prestataire de services.

Question n° 35.

Que pensez-vous de la grille d'encadrement tarifaire proposée ?

Nous sommes plutôt favorables à cette nouvelle grille tarifaire. Elle doit, pour être complète, prendre également en compte la possibilité d'une tarification au numéro par tranche.

Question n° 36.

Que pensez-vous de fermer la tranche 0884 ?

Pas concernés.

Question n° 37.

Que pensez-vous d'aligner les catégories de la signalétique tarifaire sur les valeurs des différents plafonds réglementaires ?

Nous sommes favorable sur le principe tel que présenté au tableau 16.

Une signalétique par des couleurs « parlantes » nous apparaît nécessaire en plus des catégories A B C D E F.

Question n° 38.

Que pensez-vous de la réponse qu'apporte ce nouveau découpage de la tranche 08 à la problématique de la saturation de la tranche 0892 ?

Nous laissons les opérateurs répondre à cette question.

Question n° 39.

Que pensez-vous de la création d'une tranche dédiée aux services susceptibles de faire l'objet d'un filtrage par un système de contrôle parental ? Que pensez-vous du choix de la tranche 0895 ?

Nous laissons les opérateurs répondre à cette question.

Question n° 40.

Que pensez-vous d'attribuer les numéros longs commençant par 08 par bloc de 1000 ?

Nous laissons les opérateurs répondre à cette question.

Question n° 41.

Pouvez-vous indiquer, au regard de vos systèmes, dans quelle mesure et à quelles conditions il serait possible d'attribuer à chaque bloc ABPQM un palier tarifaire différent de celui des blocs adjacents ? Sous quels délais une telle évolution serait-elle envisageable ?

Nous ne souhaitons pas cette solution.

Nous privilégions la possibilité d'une tarification au numéro.

La définition d'un palier tarifaire dans une tranche avec une tarification différente aux paliers adjacents impliquerait forcément une renumérotation pour les acteurs de la profession. Cette solution impliquerait obligatoirement des impacts économiques négatifs importants.

Question n° 42.

Si vous utilisez des numéros de la tranche 0850, pouvez-vous préciser l'usage qui en est fait actuellement ainsi que les perspectives d'évolution à moyen / long terme ?

Pas concernés.

Question n° 43.

Que pensez-vous du modèle de tarification de gros cible, proposé par l'ARCEP, concernant les numéros spéciaux gratuits (C=0 ; S=0) ?

Nous laissons les opérateurs répondre à cette question.

Question n° 44.

Que pensez-vous du modèle de tarification de gros cible proposé par l'ARCEP concernant les numéros spéciaux payants (C banalisé ; S≥0) ?

Nous laissons les opérateurs répondre à cette question.

Question n° 45.

Quelles sont les prévisions d'investissements encourues au titre de la mise en œuvre des nouveaux modèles de tarification à destination des numéros spéciaux envisagés par l'ARCEP dans la présente consultation publique ? Quels est, selon vous, la meilleure manière de répartir leur financement entre les différents acteurs de la chaîne de valeur ?

Nous laissons les opérateurs répondre à cette question.

Question n° 46.

Est-il opportun, selon vous, d'introduire dans le modèle de tarification de gros cible une composante tarifaire complémentaire à l'usage ou à la capacité (d'un tarif proche de celui correspondant à la vente de BPN dans le cadre des prestations de terminaison d'appel) ?

Si oui, favoriserez-vous une tarification à l'usage ou à la capacité ? Pour quelles raisons ?

Nous laissons les opérateurs répondre à cette question.

Question n° 47.

Que pensez-vous des terminologies « numéros standards » / « numéros spéciaux » ainsi que des définitions correspondantes proposées au regard de l'objectif de clarté poursuivi ? Que pensez-vous de l'ensemble des nouvelles désignations proposées pour les sous-catégories ?

Terminologie simple, nous y sommes plutôt favorables.

Question n° 48.

Que pensez-vous du lien établi entre la surtaxation d'un tarif et la valeur strictement positive de la composante « S » ?

Cohérent avec la séparation C+S.

Question n° 49.

Pensez-vous que l'ensemble des numéros surtaxés ne doit plus être utilisé comme identifiant de la ligne appelante ? Pour quelle(s) raison(s) ?

Nous sommes pour l'utilisation des numéros surtaxés comme identifiant de l'appelant.

Cette identification permet de limiter les risques de localisation des appels des prestataires et les rappels en retour des consommateurs sur un numéro non dédié au centre d'appel (réponse par un service spécialisé par exemple)

Question n° 50.

Pensez-vous que l'interdiction d'utilisation des numéros surtaxés comme identification de la ligne appelant doit être limitée aux numéros surtaxés associés aux paliers les plus élevés ? Si oui, quelles tranches devraient, selon vous, être concernées ? Pour quelle(s) raison(s) ?

Nous sommes favorables à l'utilisation des N° dans les tranches 0800/0805/081/082 comme identifiant d'appel.

Les numéros correspondant aux tranches 089 représentent le risque de fraude le plus important.

Question n° 51.

Quelles mesures techniques ou juridiques seriez-vous en mesure de mettre en œuvre grâce à cette évolution réglementaire visant à réduire ces fraudes ? A quelle échéance ?

Pour les mesures techniques, seuls les opérateurs semblent en mesure de faire des propositions.

Pour les mesures juridiques, il nous apparaît plus important que les opérateurs qualifient par un contrat spécifique, les prestataires de services à qui ils ont affecté des numéros dans les tranches à risques importants de fraude.

Le législateur doit avoir également un rôle important en complément.

Question n° 52.

Comment percevez-vous l'avancement des travaux sectoriels visant à renforcer le contrôle déontologique ?

Nous pensons que les opérateurs et associations de consommateurs doivent être leaders dans ce domaine.

Nous ne sommes pas informés, à ce jour, si des travaux ont commencé.

Le GPMSE est toujours favorable à être représentatif des professionnels de la télésurveillance pour créer et participer à cette instance déontologique.

Question n° 53.

Que pensez-vous de l'attribution d'un NFB pour cet usage ? Avez-vous des remarques à apporter sur le choix du numéro ?

Pas concernés.

Question n° 54.

Que pensez-vous de cette possibilité ? Pour quels services ? Quelles sont vos préconisations sur le choix d'une éventuelle tranche dédiée ?

Nous laissons les opérateurs répondre à cette question.

Question n° 55.

Que pensez-vous de l'utilisation des codes de la norme « *human factors* » pour se substituer au besoin de numéros à fonctionnalité banalisée ?

Nous laissons les opérateurs répondre à cette question.

Question n° 56.

Que pensez-vous du principe de retenir le format 510P à 515P pour les nouveaux préfixes de conservation du numéro mobile ? Quel calendrier serait envisageable pour la mise en œuvre d'un tel dispositif ?

Nous laissons les opérateurs répondre à cette question.

Question n° 57.

Que pensez-vous de la proposition de réserver une tranche d'un million de numéros pour l'usage technique interne des opérateurs ?

Nous laissons les opérateurs répondre à cette question.

Question n° 58.

Que pensez-vous de geler la tranche 09 99 PQ MC DU pour cet usage ?

Nous laissons les opérateurs répondre à cette question.

Question n° 59.

Quelles sont, selon vous, les évolutions à long terme envisageables ou souhaitables du plan de numérotation ? Selon quelles priorités devraient-elles être traitées ?

Nous laissons les opérateurs répondre à cette question.